

Qu'est-ce que la CTROC?

La **Coalition des Tables régionales d'organismes communautaires** a pour mission de regrouper les TROC du Québec afin de favoriser la collaboration, la concertation et l'échange, ceci dans une optique de soutien au développement des organismes communautaires autonomes.

La Coalition est un lieu d'analyse et d'action sociale et politique, notamment en regard de l'organisation liée au réseau public de la santé et des services sociaux et de ses impacts sur la population et les organismes communautaires autonomes.

La Coalition des TROC adhère à la définition suivante d'un organisme communautaire autonome :

Un organisme communautaire autonome se définit dans sa variété comme constituant d'un mouvement social autonome d'intérêt public engagé et solidaire dans :

- les actions et les luttes quotidiennes contre la pauvreté et l'appauvrissement, la discrimination, l'oppression, et pour la justice sociale et l'égalité ainsi que pour l'amélioration du tissu social et de la qualité de vie, et ce, dans un optique d'adaptation constante aux besoins pressentis dans la communauté;
- les actions et les luttes sociales et politiques visant la transformation sociale, le développement durable et la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes;
- la création d'espaces démocratiques (démocratisation de nos lieux d'existence et des lieux de pouvoir) et la revitalisation constante de la société civile.

Les revendications portées par la Coalition des TROCs s'articulent tant autour de la mission de la Coalition que des fondements animant l'action communautaire autonome.

Ce que veut la CTROC

1) Un réseau de la santé et des services sociaux public, universel, accessible, intégral et gratuit.

Dans un contexte de mondialisation de l'économie marchande où résultats riment avec privatisation, profits et déresponsabilisation étatique, la Coalition considère que l'État doit continuer à assumer son rôle de responsable du bien commun de la collectivité. Un système de santé public amputé et faisant place à la privatisation ne peut qu'entraîner des impacts négatifs sur l'accessibilité des services, notamment pour les citoyenNES en situation d'appauvrissement et de vulnérabilité.

2) La reconnaissance sociale, politique et financière de l'apport du mouvement communautaire autonome.

La Coalition considère que l'État doit s'assurer de la distribution juste de la richesse collective, notamment par la mise en place et le maintien de mesures sociales visant l'amélioration des conditions de vie et doit renoncer à utiliser les actions des organismes communautaires autonomes dans le but de combler ses propres carences.